



Le journaliste Boris Bertolt exprime son inquiétude et sa préoccupation face à la situation au sein du parti politique de Cabral Libi, le PCRN. Bien qu'il ait des divergences politiques et idéologiques avec Libi, Boris Bertolt pense que ce qui se joue actuellement au sein du PCRN va à l'encontre des principes de la démocratie et est un signal des manigances futures contre les candidatures de Maurice Kamto et Cabral Libi à la prochaine élection présidentielle. Il soutient que ces manœuvres visent à ouvrir la voie à un nouveau passage en force de Paul Biya en 2025, similaire à ce qui s'est passé en 2018.

Le scénario d'une élection présidentielle anticipée

Le lanceur d'alerte Boris Bertolt envisage deux scénarios possibles. Dans le premier scénario, si Paul Biya décède, une élection présidentielle doit être organisée dans les 120 jours. Toutefois, le critère principal pour se présenter en tant que candidat, c'est d'avoir au moins un élu, ce que le MRC de Kamto ne remplit pas. Les autres options, telles que rassembler des signatures ou être investi par une autre formation politique remplissant les critères, sont soumises à l'arbitraire. Ces manœuvres pourraient susciter d'autres candidatures soutenues financièrement par le pouvoir, créant ainsi une division au sein de la formation politique de Kamto. Cette confusion nuira aux mobilisations et favorisera le pouvoir en place.

Le deuxième scénario envisagé par Boris Bertolt est une élection présidentielle normale en

octobre 2025, avant les élections locales. Ici aussi, la même stratégie est mise en place pour disqualifier les principaux opposants, Kamto et Libi. Bertolt insiste sur l'importance de suivre de près l'affaire du PCRN et de se battre pour que les élections locales aient lieu avant la présidentielle d'octobre 2025. Sinon, en cas de départ anticipé de Paul Biya, une élection présidentielle sera organisée sans Kamto ni Libi, conformément aux calculs actuels du régime en place.

La nécessité de défendre la démocratie

Boris Bertolt rappelle l'importance vitale pour toute organisation politique aspirant à un véritable jeu démocratique, ainsi que pour tout acteur désirant le changement, de ne pas soutenir ces manœuvres mafieuses du RDPC. Il affirme que, qu'on aime ou non Cabral Libi, l'enjeu est la bataille pour une démocratie véritable.